



union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

PYRÉNÉES - ATLANTIQUES 1^{ère} Circonscription

BERIT - DEBAT Alain

Ouvrier

Suppléante : **DEGOUGE** Annie
Institutrice

Travailleuses, Travailleurs,

Notre situation, en Béarn, n'a fait que s'aggraver depuis 7 ans. Dans Pau, capitale du chômage, en 5 ans, nous nous retrouvons plus du double à être au chômage. Avec le démantèlement du complexe de Lacq et la crise de l'aéronautique, la crise du capitalisme a aussi démantelé toute la vie de la région : ce sont 2 000 emplois menacés à Turboméca, la fermeture du CDF-Chimie à Mont, des milliers d'entre nous licenciés de petites et moyennes entreprises.

Oui, en Béarn, la crise frappe les travailleurs. Exploités, chassés des usines, écrasés par les impôts locaux, nous en avons assez de payer cette crise ! A quoi sert de payer cher des opérations de prestige, à quoi sert de faire de Pau «la plus belle ville de France»,

si les travailleurs sont condamnés au chômage et en sont exclus, entassés dans des cités, dortoirs ?

Habitants des cités populaires de l'Ousse-des-Bois, qui lutez contre la hausse des loyers et des charges,

Ouvrières et ouvriers de Dehousse et Legrand-Pyrénées à Pau, de Pontacq à Billère, de la Spat à Lons, de Courrèges à Morlaas, qui dénoncez les bas salaires et les mauvaises conditions de travail, les attaques contre les droits syndicaux,

Agriculteurs qui voyez votre revenu baisser de 5 % par an depuis 1973, et êtes chassés de vos terres par les gros propriétaires,

Nous ne pouvons compter que sur nos luttes pour riposter à la crise.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des

hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1^{ère} circonscription des Pyrénées-Atlantiques

Dans notre circonscription, l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne présente la candidature de :

Alain BERIT - DEBAT

Ouvrier chez Peyrichou-Malan, 28 ans, issu d'une famille ouvrière béarnaise, il travaille depuis l'âge de 14 ans. Il est connu des travailleurs par son soutien résolu à toutes les luttes du peuple : pendant la grève de 68, lors du procès de Burgos, lors de la grève de Legrand-Pyrénées à Pau en 73, lors de la grève de Péchiney-Noguères.

Il rassemble les travailleurs pour la lutte contre le capitalisme et la construction d'une société socialiste.

SUPPLÉANTE

Annie DEGOUGE, 24 ans, institutrice. Après avoir travaillé chez Bidegain, Odoul et La Roche aux Fées, elle connaît la surexploitation qui frappe les femmes dans la société capitaliste : avec l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, elle combat contre l'oppression des femmes du peuple, lutte inséparable de la lutte pour le socialisme.